



BRÈVES ÉCONOMIQUES DU SUD-EST DE L'EUROPE

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL

D'ATHENES

N° 30 – Edition du 4 mai 2023

1

BREVES A DIMENSION REGIONALE

- Adoption par la Commission européenne des mesures exceptionnelles concernant des importations limitées en provenance d'Ukraine de certains produits agricoles
- Signature d'un MoU avec la compagnie azerbaïdjanaïse SOCAR pour accroître la sécurité de l'approvisionnement en gaz naturel

LE CHIFFRE A RETENIR :

20,5% DU PIB

LA DETTE PUBLIQUE BULGARE FIN
MARS 2023

BULGARIE

- La dette publique a diminué à 20,5 % du PIB fin mars 2023
- Dépôt du projet de budget 2023 à l'Assemblée nationale
- Entretiens de la ministre intérimaire des Finances avec le Président de l'Eurogroupe et le Vice-président exécutif de la Commission européenne
- Prévisions macroéconomiques d'avril de la Banque centrale
- Adoption d'une feuille de route pour l'hydrogène
- Baisse du prix du gaz naturel de 21 % en glissement mensuel en mai
- Lancement des appels d'offres pour la fourniture de matériel roulant ferroviaire pour 2,8 Mds BGN
- Entretien de deux vice-Premiers ministres bulgares avec le DG de Google pour l'Europe du Sud-Est

CHYPRE

- Les comptes publics chypriotes affichent un excédent de 324,1 M€ sur la période janvier-mars 2023
- Le solde du commerce extérieur de biens est déficitaire à hauteur de 7,1 Mds€ en 2022.
- Rebond des dépôts nets (+59,8 M€) en mars, pour le 2nd mois consécutif
- Extension du programme de subventions pour l'amélioration énergétiques des habitations aux réfugiés
- AstroBank déclare des profits à hauteur de 12,2 M€ en 2022

GRECE

- La Grèce a soumis à la Commission européenne son Programme de stabilité 2023-2026
- Le taux d'inflation annuel recule en avril à 4,5%
- Au moins 630 bateaux de croisière utiliseront le port du Pirée comme point de départ cette année
- Nouveau report de la 2^{ème} phase de l'a.o. relatif à la concession de l'autoroute Attiki Odos
- AIGLON a acheté 2 deux bus électrique de 6 m « Bluebus » du groupe Bolloré

ROUMANIE

- Le déficit budgétaire sur les 3 premiers mois de l'année s'élève à 4,6 Mds €
- Le taux de chômage est en légère baisse
- L'indice de confiance macroéconomique de l'Institut CFA a augmenté pour le cinquième mois consécutif
- Carrefour reprend les magasins Cora en Roumanie
- Nouvel appel d'offres pour la construction du périphérique de Buftea

Brèves à dimension régionale

Adoption par la Commission européenne des mesures exceptionnelles de restrictions à l'importation de certains produits agricoles en provenance d'Ukraine. La Commission européenne a adopté le 2 mai des mesures exceptionnelles et temporaires à l'encontre des importations de quatre produits agricoles en provenance d'Ukraine dans le cadre de la clause de sauvegarde prévue par le règlement (UE) 2022/870 (article 4, §9). Les mesures concernent le blé, le maïs, le colza et le tournesol et seront en vigueur du 2 mai au 5 juin 2023. Pendant cette période les quatre produits peuvent continuer à être importés dans tous les Etats-membres de l'UE sauf la Bulgarie, la Hongrie, la Pologne, la Roumanie et la Slovaquie. Ils pourront continuer à transiter via ces 5 Etats membres, sous le régime de transit douanier commun, à destination d'autres Etats membres ou de pays tiers. Parallèlement, les Etats membres concernés se sont engagés à lever leurs mesures unilatérales sur le blé, le maïs, le colza et le tournesol ainsi que sur tout autre produit en provenance d'Ukraine. Cet accord prévoit également l'allocation d'une seconde enveloppe d'aide, à hauteur de 100 M€, pour compenser les pertes des agriculteurs affectés. La Roumanie obtient 29,73 M€, tandis que la Pologne obtient 39,33 M€, la Hongrie 15,93 M€, la Bulgarie 9,77 M€, et la Slovaquie 5,24 M€.

La Roumanie a jugé que les mesures adoptées démontraient que son approche consistant à avoir une position strictement européenne, en évitant tout excès unilatéral, était juste et équilibrée. Au contraire la Bulgarie et la Hongrie, ont estimé que la fermeté de leur position sur la question avait été utile et avait forcé la Commission à prendre des mesures.

Quelques voix discordantes, en particulier en Bulgarie, ont dénoncé un risque éventuel de hausse des prix alimentaires ou bien encore sur la disponibilité de certaines matières premières, de la part des transformateurs (notamment l'Association des producteurs d'huile végétale de Bulgarie). Par ailleurs, le Ministre intérimaire de l'agriculture bulgare, Yavor Gechev, a souligné que ces mesures compensatoires ne seront pas suffisantes. Le gouvernement bulgare a décidé, le 3 mai, de lever l'interdiction nationale imposée le 19 avril sur les importations de plus de 20 produits en provenance de l'Ukraine, suite à l'adoption par la Commission européenne de ces mesures exceptionnelles. La décision du gouvernement bulgare entre en vigueur à compter de la date d'entrée en vigueur des mesures de la Commission.

Signature d'un MoU avec la compagnie azerbaïdjanaise SOCAR pour accroître la sécurité de l'approvisionnement en gaz naturel. L'opérateur bulgare du réseau de transport et de stockage de gaz, Bulgartransgaz [a annoncé](#) la signature, le 25 avril 2023, d'un memorandum de coopération entre les gestionnaires des réseaux de transport de gaz bulgare, roumain (Transgaz S.A.), hongrois (FGSZ Ltd.), slovaque (Eustream) et la compagnie pétrolière nationale de la République d'Azerbaïdjan – SOCAR, en présence des Présidents de la Bulgarie et de l'Azerbaïdjan, Rumen Radev et Ilham Aliyev. Le memorandum s'inscrit dans le cadre de l'initiative conjointe Solidarity Ring (STRING), qui vise à accroître la sécurité de l'approvisionnement en gaz naturel de l'Union européenne et de la région de l'Europe centrale et du Sud-Est.

Bulgarie

Macroéconomie et finances

La dette publique a diminué à 20,5 % du PIB fin mars 2023 : selon [les données](#) du ministère des Finances, la dette publique a baissé de 20,5 Mds EUR en février à 19,4 Mds EUR en mars (soit 20,5 % du PIB), principalement en raison du remboursement d'une dette émise en 2016 sous forme d'euro-obligations. La dette intérieure représente 29,3 % du montant total de la dette et la dette extérieure 70,7 %. Les obligations émises sur les marchés internationaux de capitaux constituent 53,8 % du montant total de la dette publique, suivies des titres d'Etat émis sur le marché intérieur (28,4 %) et des emprunts d'Etat (17,8 %). 71,7 % de la dette publique est libellée en euros et 28,1 % en léva (BGN). 98,4 % de la dette publique est à taux d'intérêt fixe. 1,8 % de la dette a une maturité résiduelle inférieure à 1 an, 38,5 % de 1 à 5 ans, 33,6 % de 5 à 10 ans et 26,1 % supérieure à 10 ans.

Dépôt du projet de budget 2023 à l'Assemblée nationale. Le 28 avril dernier, le gouvernement intérimaire a déposé à l'AN, comme il l'avait annoncé, un projet de budget 2023 avec un déficit prévu de 6,1 % (accrual basis) et de 6,4 % (base caisse) du PIB (cf. brèves du 27 avril). Les deux plus grands partis politiques à l'AN (GERB-UDF et Poursuivons le changement-Bulgarie démocratique), disposant de 133 voix sur 240, se sont déclarés contre ce projet de budget. L'une des critiques principales est que les dépenses sont surestimées : à titre d'exemple, les dépenses en capital s'élèveraient à 10,1 Mds BGN en 2023 selon le projet de budget, contre 5,5 Mds BGN en 2022 et 3,8 Mds BGN en 2021. Les députés ont exigé du ministère des Finances des informations détaillées sur les dépenses et les recettes cette semaine. Des représentants des deux plus grands partis politiques à l'AN ont déclaré qu'ils soutiendraient un budget avec un déficit de 3 % du PIB.

Entretiens de la ministre intérimaire des Finances avec le Président de l'Eurogroupe Paschal Donohoe et le Vice-président exécutif de la Commission européenne Valdis Dombrovskis. La ministre intérimaire des Finances, Rositsa Velkova-Jeleva, s'est [entretenu](#), le 28 avril dernier, avec le Président de l'Eurogroupe Donohoe et avec le Vice-président exécutif de la CE Dombrovskis, dans le cadre de la réunion informelle du Conseil ECOFIN qui a lieu à Stockholm les 28 et 29 avril. Selon la ministre intérimaire des Finances, l'adhésion de la Bulgarie à la zone euro continue d'être un objectif et la préparation technique pour cela se poursuit. D'après le Président de l'Eurogroupe, outre les critères économiques qu'un pays candidat doit remplir, la stabilité politique et le soutien à la poursuite de l'intégration économique européenne sont également d'une importance capitale pour l'adhésion. La ministre a discuté avec le Vice-président Dombrovskis de la volonté du pays de présenter des amendements du PNRR. M. Dombrovskis s'est dit préoccupé par le retard important de la deuxième et troisième demande de paiement dans le cadre du PNRR. Il a mis l'accent sur les réformes complexes que le pays doit mettre en œuvre en lien avec ces paiements.

Prévisions macroéconomiques d'avril de la Banque centrale. Selon [les projections](#) d'avril de la Banque centrale, la croissance diminuerait de 3,4 % en 2022 à 1 % cette année (contre 0,4 % d'après les prévisions de janvier) soutenue par la formation brute de capital fixe et la consommation privée. L'inflation (indice des prix à la consommation harmonisé) de fin de période baisserait de 14,3 % en 2022 à 5,6 % en 2023 suite au ralentissement des prix énergétiques et alimentaires. La croissance des crédits du secteur privé ralentirait aussi de 12,5 % l'année dernière à 6,4 % en 2023. Les dépôts du secteur privé augmenteraient de 10,4 % en 2023 contre +14,3 % en 2022.

Enjeux sectoriels et thématiques

Adoption d'une feuille de route pour l'hydrogène. Le Conseil des ministres a adopté le 26 avril une [feuille de route](#) de la Bulgarie pour l'hydrogène sur la période 2023-2026. Le document, préparé par le ministère de l'Innovation et de la Croissance, vise à développer le potentiel du pays dans le domaine des technologies de l'hydrogène, à accélérer la recherche et l'innovation dans le secteur, y compris la commercialisation des technologies de l'hydrogène.

Baisse du prix du gaz naturel de 21 % en glissement mensuel en mai. La Commission pour la régulation de l'énergie et de l'eau (EWRC) a approuvé [le 1er mai](#) une baisse de 21 % du prix du gaz naturel par rapport à avril 2023, à 39,7 EUR/MWh (77,55 BGN/MWh ; hors prix d'accès, de transfert, accises et TVA). Selon EWRC, cette baisse s'explique par la tendance durable à la baisse des indices boursiers internationaux du gaz naturel et par la moindre consommation. EWRC informe que les quantités de gaz naturel provenant de l'Azerbaïdjan via l'interconnecteur Grèce-Bulgarie couvriront 62,65 % de la consommation bulgare en mai.

Lancement des appels d'offres pour la fourniture de matériel roulant ferroviaire pour 2,8 Mds BGN. Le Vice-Premier ministre Hristo Alexiev a informé du lancement [des appels d'offres](#) pour la fourniture de nouveau matériel roulant ferroviaire, sur financement du PNRR. Les procédures d'achat de matériel roulant concernent 7 rames automotrices à deux niveaux (valeur : 410,5 M BGN ; délai de réponse à l'AO : 19.06.2023), de 35 rames automotrices électriques (1,1 Md BGN ; 10 juillet 2023), de 20 trains électriques push-pull (1,2 Md BGN ; 10 juillet 2023) et de 18 locomotives électriques (93 M BGN ; 19 juin 2023). Les appels d'offres comprennent non seulement la fourniture mais également la maintenance du matériel roulant sur une période de 15 ans.

Entretien de deux vice-Premiers ministres bulgares avec le directeur général de Google pour l'Europe du Sud-Est. Les Vice-Premiers ministres, Hristo Alexiev et Atanas Pekanov, ont eu un entretien avec le directeur général de Google pour l'Europe du Sud-Est, Peggy Antonaku dans le cadre du 8^{ème} Forum Economique de Delphi. D'après [le communiqué](#) du ministère bulgare des Transports et de la communication, Google s'intéresse au marché bulgare et a l'intention d'élargir ses activités dans la région de l'Europe du Sud-Est. Le Vice-Premier ministre Alexiev a annoncé que le gouvernement est prêt à travailler avec la compagnie pour la création de centres de données en Bulgarie.

Chypre

Macroéconomie et finances

Les comptes publics chypriotes affichent un excédent de 324,1 M€ sur la période janvier-mars 2023, soit un solde de +1,1% du PIB. Le solde marque une légère amélioration sur un an, où il affichait un surplus de 239,9 M€ (soit +0,9% du PIB). Les recettes publiques ont crû de +13,7% pour atteindre 2,80 Mds€, tirées par une hausse des taxes sur la production (+8,0% à 976 M€, dont 627 M€ de TVA) et sur les revenus (+26,7% à 772 M€). Les dépenses progressent aussi significativement sur la période (+11,4% à 2,48 Mds€), du fait d'une hausse des prestations sociales (+8,2% à 1 Md€) et de la rémunération des

employés (+9,4% à 787 M€). Outre les salaires, cette catégorie comprend également les cotisations sociales payées par l'Etat ainsi que les pensions de retraites des fonctionnaires.

Sur l'ensemble de l'année 2022, le solde du commerce extérieur de biens est déficitaire à hauteur de 7,1 Mds€. [Selon les données définitives publiées par CYSTAT](#), ce déficit est en hausse de 34,5% par rapport à l'année 2021. Les importations de biens chypriotes atteignent 11,29 Mds€ (+30,5% sur un an), étant principalement composées d'huiles et combustibles minéraux (2,63 Mds€, soit 23,3% du total) et de navires (1,3 Md€, soit 11,5% du total), via le transfert de leur propriété économique. Plus marginalement, les importations de machines, appareils et matériaux électriques (630 M€), d'automobiles et autres véhicules (626 M€), et d'autres équipements, chaudières, appareils (581 M€) représentent chacune entre 5 et 6% du total. **Les exportations s'élèvent de leur côté à 4,19 Mds€, en hausse de 24,2% par rapport à 2021, dont seulement 1,58 Md€ (soit 39,6% du total) concerne des biens produits domestiquement.** L'export de produits domestiques chypriotes est essentiellement porté par les livraisons de combustibles (466 M€, soit 11,1% du total), de produits pharmaceutiques (337 M€, soit 8% du total) et de fromage halloumi (285 M€, soit 6,8% du total). Le commerce chypriote est en outre principalement orienté, pour l'export, vers des pays en dehors de l'UE. Ainsi, les principaux acheteurs de produits chypriotes sont le Liban (287 M€), le Royaume-Uni (205 M€), la Grèce (121 M€) et Israël (82 M€). A l'inverse, les importations chypriotes émanent essentiellement des pays européens, les principaux fournisseurs de l'île étant de loin la Grèce (2,64 Mds€) et l'Italie (1,18 Md€), avec des parts de marché respectives de 23,4% et 10,5%. Suivent ensuite la Chine (898 M€, 8%), Israël (836 M€, 7,4%) et l'Allemagne (600 M€, 5,3%). **La France se positionne enfin comme le 13e client et fournisseur de l'île**, avec 193 M€ de livraisons françaises vers l'île (1,71% du total) et 64 M€ d'exportations chypriotes (1,5% du total).

Les données de la Banque Centrale font état d'un rebond des dépôts nets (+59,8 M€) en mars, pour le 2nd mois consécutif après une forte augmentation en février (+357,1 M€). Cette évolution provient essentiellement des déposants chypriotes (+47,2 M€), qui représentent eux-mêmes plus de 84% du stock de dépôts bancaires à Chypre. La dynamique du crédit est également positive avec +41,9 M€ de transactions nettes sur le mois (+81,2 M€ en janvier). En rythme annuel, les crédits bancaires se contractent néanmoins pour le quatrième mois consécutif, enregistrant une chute de -0,5% après -0,7% en février. La contraction est marquée en ce qui concerne le financement des entreprises non-financières (-2,1% en g.a.), tandis que le crédit aux ménages poursuit son expansion (+1,9% sur un an). Enfin, l'écart entre le stock de dépôts (51,9 Mds€) et de crédits (25,1 Mds€) octroyés par les institutions financières demeure stable.

Enjeux sectoriels et thématiques

Le [Ministère de l'Energie](#) annonce l'inclusion des personnes déplacées résidant dans des camps de réfugiés dans le programme de subventions pour l'amélioration énergétiques des habitations existantes. Pour rappel, ce programme est co-financé par la République de Chypre et le Fonds européen de développement régional (FEDER) de l'UE, et s'inscrit dans le cadre du plan Thalia 2021-2027. Il dispose d'un budget total de 70 M€, implémenté en deux phases de 35 M€ chacune, dont la seconde débute ce jeudi 4 mai 2023 et se termine le 21 décembre prochain. L'objectif principal est de réaliser des économies d'énergie d'au moins 60% sur la consommation énergétique des habitations existantes, pour des économies annuelles chiffrées à environ 192 000 Mwh. Les subventions pour des travaux de mise à niveau énergétique seront plafonnées à 32k€ par dossier, les bénéficiaires du programme étant toute personne physique propriétaire ou locataire d'une habitation. Enfin, une

enveloppe de 500k€ a également été annoncée pour élargir le programme aux résidences situées sur les territoires des bases militaires britanniques de l'île.

AstroBank déclare des profits à hauteur de 12,2 M€ en 2022. Il s'agit du [deuxième exercice profitable consécutif pour le 4^e établissement bancaire à Chypre](#), après un bénéfice net de 3,3 M€ en 2021 et une perte de 18,1 M€ en 2020. La banque, qui dispose de 2,7 Mds€ d'actifs et souhaite accroître sa présence sur l'île, a vu ses revenus diminuer de 74,2 à 72,7 M€ en 2022, soit une baisse d'environ 2%. Les revenus tirés de son activité de crédit (revenus nets d'intérêt) ont toutefois augmenté de 6,5% pour atteindre 51,2 M€, tandis que le montant des nouveaux prêts accordés s'élève à 165 M€. A l'inverse, les dépenses opérationnelles se sont contractées de près de 13% pour atteindre 49,5 M€, tandis que 9,5 M€ de dépenses exceptionnelles sont venues grever les bénéfices. Le ratio de capitalisation CET1 de la banque a en outre progressé, atteignant 16,5% fin 2022, contre 15,3% un an auparavant. Le ratio de NPLs a enfin diminué, bien qu'il soit encore très important, les créances douteuses représentant 19,5% du total des crédits (contre 25,6% en 2021).

Grèce

Macroéconomie et finances

La Grèce a soumis, le 29 avril dernier, à la Commission européenne son Programme de stabilité 2023-2026, qui a pour objectif d'exposer les prévisions de croissance et la trajectoire de finances publiques que le Gouvernement grec s'est fixé à horizon 2026. Selon les projections macroéconomiques du Programme grec, la croissance devrait atteindre 2,3 % en 2023, 3 % en 2024, 3 % en 2025 et 2,1 % en 2026, sous l'effet d'une hausse annuelle des investissements, anticipée à +13,2% en 2023, +9,7% en 2024, +10,7% en 2025 et +7,2% en 2026. Le Fonds de relance et de résilience devrait jouer un rôle important dans la stimulation de l'investissement, l'investissement public étant estimé à 1,7 % du PIB en 2023, 1,9 % en 2024, 1,8 % en 2025 et 1,7 % du PIB en 2026.

Le ratio de dette publique s'inscrirait en baisse à l'horizon 2026, avec une stricte décroissance année après année sur l'ensemble de la trajectoire et à un rythme marqué : de 171,3 % du PIB en 2022 à 162,6 % du PIB en 2023, 150,8 % en 2024, 142,6 % en 2025 et 135,2 % PIB en 2026. Un excédent primaire du Gouvernement général devrait être dégagé, anticipé à 1,1 % en 2023 ; 2,1 % en 2024 ; 2,3 % en 2025 et 2,5 % en 2026. L'inflation devrait atteindre 4,5 % en 2023, pour reculer à 2,4 % en 2024 et à 2 % en 2025 et 2026. Le chômage est attendu à 11,8 % en 2023 et décélérer à 10,9 % en 2024, 10 % en 2025 et 9,8 % en 2026 ([Ministère des Finances](#)).

Le taux d'inflation annuel de la Grèce a reculé en avril pour le troisième mois consécutif, à 4,5%, après 5,4% en mars, 6,5% en février et 7,3% en janvier, a annoncé [Eurostat](#). Le taux d'inflation annuel de la zone euro est reparti légèrement à la hausse, à 7% en avril, après 6,9% en mars. Dans le détail, l'indice des prix à la consommation a reculé en Grèce grâce à la poursuite de l'accalmie sur les tarifs de l'énergie (nouvelle baisse de 17,6% en avril), un recul de l'inflation alimentaire, à 9,7% (contre 11,8% en mars). Les prix des services ont cru de 6,8%.

Enjeux sectoriels et thématiques

Au moins 630 bateaux de croisière utiliseront le port du Pirée comme point de départ cette année, selon les déclarations du président de l'Organisme du Port du Pirée, M. Zenggang Yu. L'an dernier, plus de 700 bateaux de croisière ont fait escale au port, soit un nombre proche de celui de 2019, engendrant des bénéfices de plus de 200 M€. M. Yu a également annoncé l'agrandissement de deux nouveaux terminaux du port d'une longueur de 400 mètres, un projet qui sera achevé dans 2 ou 3 ans et qui, selon lui, permettra au port d'accueillir des plus grands bateaux de croisière, toutes capacités confondues. Enfin, il a rassuré que le port respectait les réglementations européennes en matière d'environnement et s'efforçait de réduire les émissions de dioxyde de carbone.

Nouveau report, au 10 juillet, de la date de soumission des offres contraignantes de l'appel d'offres pour la nouvelle concession de 25 ans de l'autoroute Attiki Odos. (Agence hellénique de privatisation TAIPED).

L'entreprise grecque AIGLON S.A., membre du Groupe Synghelidis, a signé avec Bluebus, société du groupe Bolloré, un contrat d'acquisition de deux bus électrique de 6 m. Ces deux bus sont d'ores et déjà livrés et mis à disposition par l'entreprise grecque.

Roumanie

Macroéconomie et finances

Le déficit budgétaire sur les 3 premiers mois de l'année s'élève à 4,6 Mds €, soit 1,42 % du PIB, alors que l'Etat prévoit pour 2023 un [déficit total de 13,8 Mds € \(4,4% du PIB\) et un niveau d'investissement important, à 22,7 Mds € \(7,2% du PIB\)](#). Selon le ministère des Finances, ce déficit serait notamment dû au ralentissement de la collecte des recettes du T1, s'élevant à 800 Mns €, et à l'incapacité de l'Etat à atteindre les prévisions d'absorption des fonds européens. Pour réduire le déficit, le gouvernement prévoit notamment de diminuer ou de reporter les dépenses publiques non nécessaires dans le parc automobile ou l'ameublement. Une augmentation de 10 à 16% du taux d'imposition des employés du secteur public pour les revenus supérieurs à 5 000 € est également envisagée. En amont de ces mesures, l'Agence Nationale de l'Administration Fiscale a lancé plusieurs contrôles pour identifier les contribuables n'ayant pas payé leurs taxes ou impôts, [144 entreprises seront notamment concernées](#).

Le taux de chômage est en légère baisse. Le taux de chômage ajusté des variations saisonnières était en mars de 5,4 %, [en baisse de 0,1 pp](#) par rapport à février (5,5 %). L'INS recense ainsi 453 100 chômeurs, soit 6 200 de moins qu'en février. Par ailleurs, après avoir diminué en février, l'écart de chômage en fonction du genre s'est creusé au mois de mars : le taux de chômage des hommes (5,8%) était supérieur de 0,8 pp à celui des femmes (5,0 %). Enfin, le chômage des jeunes reste élevé, puisque les 15 – 24 ans connaissent un taux de chômage de 22,2 %.

L'indice de confiance macroéconomique de l'Institut CFA a augmenté pour le cinquième mois consécutif en mars, à 57,1 points. Les analystes anticipent un taux d'inflation moyen de [8,96 %](#) pour les 12 prochains mois et 81% d'entre eux prévoient une dépréciation du RON sur la même période (par rapport à la valeur actuelle). Ainsi, la valeur moyenne du taux de change anticipé pour l'horizon de 6

mois reste inférieure à la valeur de 5 RON pour un euro, à 4,9814 lei/€, mais elle est de 5,0274 lei/€ pour l'horizon de 12 mois. Une croissance de 3% du PIB réel est également attendue par CFA Romania, légèrement supérieure à l'estimation du gouvernement de 2,8%.

Enjeux sectoriels et thématiques

Carrefour reprend les magasins Cora en Roumanie. Le distributeur français a annoncé dans un [communiqué de presse](#) la signature d'un accord avec le Groupe Louis Delhaize pour l'acquisition des activités de son enseigne Cora en Roumanie, comprenant 10 hypermarchés Cora et 8 magasins Cora Urban, et près de 2 400 employés. La transaction est soumise à l'approbation des autorités de la concurrence et devrait être finalisée d'ici la fin de l'année 2023. Présent en Roumanie depuis 2001, Carrefour exploite actuellement 43 hypermarchés, 189 supermarchés, 143 magasins de proximité et 29 magasins de soft discount en Roumanie.

La Société nationale des autoroutes et des routes nationales (CNAIR) a lancé un nouvel appel d'offres pour la construction du périphérique de Buftea. Une première procédure avait été lancée en 2021 pour la conception et la construction du contournement de Buftea mais [le constructeur ne s'était pas présenté à la signature du contrat](#), d'une valeur d'environ 40 Mns €. Les entreprises peuvent soumettre une offre jusqu'au 15 juin, pour un contrat estimé entre 65 et 80 Mns €. Un appel d'offre est également attendu le 11 mai pour l'élargissement de la DN 1 A entre le périphérique de Bucarest et Mogoșoia.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international



Responsable de la publication : Service économique régional d'Athènes
Rédacteurs : SER Athènes, SE Bucarest, SE Sofia

Pour s'abonner :
Crédits photo :

Athenes@dgtresor.gouv.fr